



La faiblesse de l'inflation en question

Lors d'une conférence sur la politique monétaire organisée à Paris le 10 mars 2014, Christian Noyer, Gouverneur de la Banque de France, a évoqué la question de la faiblesse de l'inflation. Après avoir souligné qu'une inflation durablement faible menace la réalisation de la stabilité des prix au sens où elle est définie par toutes les grandes banques centrales, il a noté que l'inflation a diminué dans l'ensemble des économies avancées, en particulier dans la zone euro. Pour M. Noyer, les raisons de cette faible inflation sont multiples : sous-utilisation des capacités de production ; baisse des prix des matières premières ; impact de l'ajustement des bilans du secteur bancaire ; évolution du taux de change (« la récente appréciation de l'euro a exercé une forte incidence désinflationniste »). M. Noyer a ensuite souligné qu'une faible inflation ne signifie pas déflation. La déflation est un processus cumulatif de diminution de l'indice global des prix, alimenté par des anticipations négatives, une « spirale pernicieuse », qui pousse les consommateurs à différer leurs achats et qui, en alourdissant la charge réelle de la dette, incite à différer l'investissement. De ce point de vue, a noté M. Noyer, « il n'y a pas actuellement de déflation dans la zone euro : les prix, et surtout les salaires nominaux, continuent d'augmenter et les anticipations d'inflation demeurent fermement ancrées en territoire positif ». Toutefois, a-t-il également souligné, « une inflation trop basse comporte des dangers et des risques très significatifs » : elle réduit la marge de manœuvre nécessaire pour un ajustement à la baisse des prix relatifs et des salaires réels qui sont absolument nécessaires dans la zone euro pour permettre à certains pays, dont la France, de regagner de la compétitivité ; elle permet difficilement de parvenir aux taux d'intérêt réels bas, voire négatifs, dont les économies avancées ont toutes besoin à l'heure actuelle ; enfin, elle accroît le risque que l'économie soit véritablement en déflation si jamais elle subit un choc négatif. En résumé, pour Christian Noyer « c'est précisément parce que le processus de déflation est difficile à inverser que même les faibles probabilités qu'il se déclenche ne doivent pas être négligées et qu'il convient de les prendre pleinement en compte dans l'élaboration de la politique économique. »

https://www.banque-france.fr/fileadmin/user_upload/banque_de_france/La_Banque_de_France/discours-CN-GIC-20140310.pdf

INFORMATIONS BANCAIRES ET FINANCIÈRES GÉNÉRALES

Union européenne

1 - BCE

Le Conseil des gouverneurs de la BCE, lors de sa réunion du 6 mars 2014, a décidé de laisser inchangés les taux d'intérêt directeurs de la BCE. M. Draghi, Président de la BCE, a déclaré, lors de sa conférence de presse : « Les informations disponibles confirment que la reprise modérée de l'économie de la zone euro se poursuit conformément à notre évaluation précédente. Dans le même temps, les dernières projections macroéconomiques établies par les services de la BCE, couvrant la période allant jusqu'à fin 2016, confortent les anticipations précédentes d'une période prolongée de faible inflation, qui sera suivie d'une remontée graduelle des taux de l'inflation mesurée par l'IPCH vers des niveaux plus proches de 2 %. Conformément à ce scénario, les évolutions de la monnaie et du crédit demeurent atones. Les anticipations d'inflation pour la zone euro à moyen et long terme restent solidement ancrées à un niveau compatible avec notre objectif de maintenir l'inflation à des taux inférieurs à, mais proches de 2 %. S'agissant des perspectives de prix et de croissance à moyen terme, les informations et les analyses actuellement disponibles confirment pleinement notre décision de maintenir une orientation accommodante de la politique monétaire aussi longtemps que nécessaire, ce qui soutiendra la reprise progressive de l'économie dans la zone euro. (...) Nous continuons de prévoir que ces taux resteront à leurs niveaux actuels ou à des niveaux plus bas sur une période prolongée. Cette anticipation est fondée sur le maintien à moyen terme de perspectives d'inflation globalement modérées, compte tenu de la faiblesse généralisée de l'économie, du niveau élevé des capacités inutilisées et de l'atonie de la création de monnaie et de crédit. »

2 - Eurostat

Eurostat a publié le taux de chômage corrigé des variations saisonnières de la zone euro (ZE18). Il s'est établi à 12,0% en janvier 2014, stable depuis octobre 2013. Il se situait également à 12,0% en janvier 2013. Dans l'UE28, le taux de chômage s'est établi à 10,8% en janvier 2014, stable également par rapport à octobre 2013. Il se situait à 11,0% en janvier 2013. En janvier 2014, 26,231 millions d'hommes et de femmes étaient au chômage dans l'UE28, dont 19,175 millions dans la zone euro. Comparé à décembre 2013, le nombre de chômeurs a augmenté de 17 000 tant dans l'UE28 que dans la ZE18. Par rapport à janvier 2013, le chômage a baissé de 449 000 personnes dans l'UE 28 et de 67 000 dans la zone euro. Parmi les états membres, les taux de chômage les plus faibles ont été enregistrés en Autriche (4,9 %), en Allemagne (5,0 %) et au Luxembourg (6,1 %) ; à l'inverse, les taux les plus élevés se retrouvent en Grèce (28,0 % en novembre 2013) et en Espagne (25,8 %).

Actualité législatives

Publications au Journal Officiel

Décret n° 2014-190 du 21 février 2014 relatif aux procédures de traitement des situations de surendettement des particuliers :

<http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?sessionId=?cidTexte=JORFTEXT000028638170&dateTexte=&oldAction=dernierJO&categorieLien=id>

Ordonnance n° 2014-158 du 20 février 2014 portant diverses dispositions d'adaptation de la législation au droit de l'Union européenne en matière financière :

<http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000028625279&dateTexte=>

SUIVI DE PLACE ET ACTIVITÉS DE L'INSTITUT

Des indicateurs financiers qui restent fragiles en fin d'année

Les établissements de crédit ont connu une activité contrastée fin 2013 à l'instar du contexte économique.

L'encours des crédits consentis à l'économie, qui totalise 8,1 milliards d'euros, continue de progresser à vitesse réduite sur trois mois (+0,8 % après +0,3 % en septembre 2013). Sur un an, le rythme de croissance ralentit (+2,9 % après +3,9 % en septembre 2013).

Les crédits aux entreprises ne montrent pas de signes d'embellie : l'encours diminue pour le deuxième trimestre consécutif (-0,9 %), impacté par le retournement brutal des crédits immobiliers (-1,7 % sur trois mois). Parallèlement, l'encours sain des crédits aux ménages enregistre une hausse plus soutenue (+2,1 %) sur le trimestre grâce à la bonne performance des crédits à l'habitat. Quoique positive, la croissance des crédits à la consommation demeure faible (+0,7 %).

La collecte nette d'actifs financiers est pour sa part plus dynamique, tirée par la hausse de 5,6 % des dépôts à vue.

La BPI Guadeloupe est opérationnelle

Le directeur de la Banque Publique d'Investissement (BPI France), Nicolas Dufourq, a installé dans ses fonctions la directrice régionale Antilles-Guyane, Michèle Papalia. BPI France souhaite soutenir l'innovation, la création d'entreprise et le financement des PME. Elle propose des produits de financement de court terme du poste d'exploitation, le préfinancement du crédit d'impôt compétitivité emploi (CICE) ou la mobilisation des créances mais également des crédits à long terme - ou prêts de développement - qui permet à une entreprise en plein développement d'exporter, innover, recruter, se restructurer. L'AFD assure la représentation de la branche « BPI Financement ».

Publication du rapport 2013 de l'Observatoire des délais de paiement

Le rapport 2013 de l'Observatoire des délais de paiement a été publié le 13 février. Cet observatoire, auquel participe la direction générale du Trésor, examine chaque année les conditions des délais de règlement des paiements interentreprises (délais clients/délais fournisseurs). Il suit notamment, au regard des données des bilans d'entreprises récoltés annuellement par la Banque de France, la bonne application de l'article 21 de la loi de modernisation de l'économie (LME) promulguée en août 2008 portant réforme du plafond légal des délais de paiement (baisse du plafond à 60 jours/45 jours fin de mois à date d'émission de la facture). Concernant le secteur public, le rapport félicite l'État pour son délai global de paiement (DGP) qui a diminué en 2013. En revanche, en ce qui concerne l'ensemble de collectivités locales et des établissements publics locaux, le DGP passe de 27 à 28 jours de décembre 2012 à décembre 2013. Cette augmentation n'est toutefois pas homogène selon les catégories de collectivités. Le DGP des régions est passé de 33 à 40 jours en octobre 2013. Pour les communes de moins de 10 000 habitants – soit 85 % des collectivités locales et de leurs établissements publics – le DGP est relativement stable à 22 jours en 2013.

Publications relatives au quatrième trimestre 2013

Le tableau de bord CEROM et les publications Tendances conjoncturelles et Évolutions monétaires du quatrième trimestre 2013 sont téléchargeables gratuitement sur le site du CEROM (<http://www.cerom-outremer.fr>) et de l'IEDOM (<http://www.iedom.fr>).

BRÈVES ÉCONOMIQUES ET FINANCIÈRES

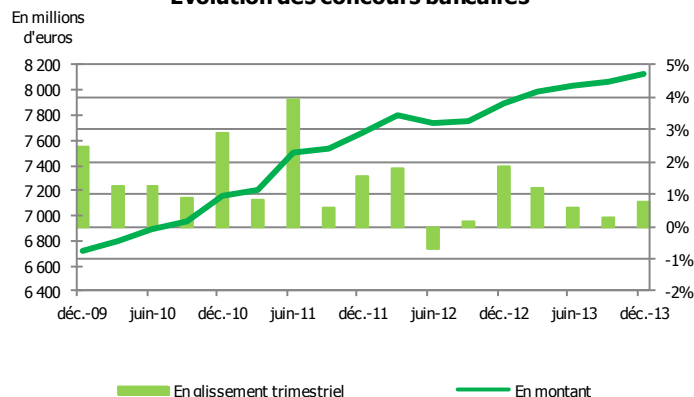
Inauguration de l'École régionale de la 2^e chance

L'École régionale de la 2^e chance (ER2C), présidée par Justine Bénin, a été inaugurée le 10 février à Saint-Claude en présence notamment du Ministre de l'Outre-mer, Victorin Lurel et de la Préfète de Guadeloupe, Marcelle Pierrot. Ce dispositif compte aujourd'hui en Guadeloupe deux sites avec une capacité d'accueil de plus de 200 jeunes. Le premier site, situé à Jarry a été inauguré en décembre 2007, le second, ouvert en décembre 2009 à Basse-Terre, est désormais transféré à Saint-Claude. L'objectif d'un tel dispositif innovant est d'assurer l'insertion sociale et professionnelle de jeunes adultes de 18 à 25 ans sans qualification et sans emploi. Un nouveau site devrait bientôt voir le jour dans la ville du Moule.

Signature d'un accord entre Air Antilles et Winair

Un accord stratégique a été signé le 5 février entre Air Antilles et Winair afin de renforcer leur position respective dans la Caraïbe qui représente près de 4 millions de passagers et 35 îles pouvant être reliées. Par la mise en commun de leur flotte, de leur réseau et de leur droit de trafic, une telle alliance va notamment permettre de participer au désenclavement de la région avec l'ouverture de nouvelles connexions. Par ailleurs, des opportunités d'ouverture à de nouveaux marchés existent notamment avec certaines compagnies nord et sud-américaines.

Évolution des concours bancaires



51^e édition du Salon de l'agriculture : 13 exposants de Guadeloupe

Le Salon international de l'agriculture a ouvert ses portes à Paris du 22 février au 2 mars. Treize exposants de Guadeloupe représentant, entre autre, la banane, le café, les punchs, les rhums, le miel, sont venus valoriser leurs marques et vendre leurs produits. En 2013, le salon avait réuni 13 000 exposants, venus de 22 pays et avait attiré près de 700 000 visiteurs.

Canne : démarrage de la récolte 2014

Malgré un protocole de désaccord entre planteurs, usiniers et salariés, la récolte cannière a débuté le 26 février. Selon l'Iguacanne, la récolte 2014 est estimée à 428 000 tonnes pour le continent et 78 000 pour Marie-Galante. En 2013, la canne coupée sur le continent a représenté 390 000 tonnes.

Adhésion de la Région Guadeloupe à l'AEC

La Guadeloupe ainsi que la Martinique sont désormais membres de l'Association des États de la Caraïbe (AEC). Une décision prise le 15 février lors du Conseil des ministres à Port-of-Spain, à Trinidad, et attendue depuis longtemps. La Guadeloupe a rendez-vous en avril prochain au Mexique, pour le sommet des chefs d'État et de gouvernement de l'AEC. La France, la Guadeloupe et la Martinique occuperont trois sièges distincts en tant que membres associés.

Visite de Michel Martelly, président de la République d'Haïti

De passage en Guadeloupe le 26 février après une visite en France et en Europe, Michel Martelly s'est entretenu avec la présidente du Conseil général, Josette Borel-Lincertin et la Préfète, Marcelle Pierrot, sur une coopération dans le domaine de l'éducation.

ACTUALITÉ RÉGIONALE

Ouverture d'une ligne entre Stockholm et Saint-Martin

Le tour opérateur Thomas Cook/Ving mettra en place un vol charter toutes les 2 semaines depuis Stockholm via Gothenburg à partir de novembre 2014 jusqu'en mars 2015, ce qui engendrera un certain nombre de nuitées dans les hôtels des 2 côtés de l'île. Environ 3 300 sièges seront disponibles et Thomas Cook estime à 99 % le taux de réservation des vols. À ce jour, le tour opérateur confirme la signature de contrats avec plusieurs hôtels mais d'autres négociations se poursuivent et devraient être finalisés prochainement.

Lancement de la phase opérationnelle de l'aménagement de la baie de Marigot

La Collectivité de Saint-Martin a lancé le 4 février un appel à maîtrise d'ouvrage concernant le développement de la baie de Marigot, enjeu économique majeur. Le projet prévoit un futur quai de croisière qui permettra d'accueillir des navires de type petite plaisance, des yachts et des bateaux inter îles. Un terminal de croisière opérationnel est prévu pour 2017. Une délibération sera présentée aux membres du Conseil territorial au cours du mois de juin ou juillet afin de définir les principes d'aménagement.

PRINCIPAUX INDICATEURS

INDICATEURS DE REFERENCE						Données brutes	Variation mensuelle	Glissement annuel
Prix (Source : Insee)	Indice des prix à la consommation (base 100 en 1998)	Guadeloupe France entière	Janvier	2014	128,9 126,9	-0,3 % -0,6 %	-0,5 % 0,7 %	
Demandeurs d'emploi (Source : Dicccte)	Nombre de demandeurs d'emploi (DEFM A) (données CVS)		Janvier	2014	60 880	0,5 %	3,8 %	
Commerce extérieur (Source : Douanes)	Exportations (en cumul - millions d'euros) Importations (en cumul - millions d'euros)		Janvier	2014	13,0 217,2	- -	-28,9 % -5,8 %	
Créations d'entreprises (Source : Insee)	Nombre d'entreprises créées (hors auto-entreprises)		Janvier	2014	431	60,8 %	-1,1 %	
Vulnérabilité des ménages (Source : Iedom)	Personnes physiques en interdiction bancaire Retraits de cartes bancaires (Flux)		Janvier	2014	19 846 634	-3,1 % 34,9 %	-2,2 % 15,9 %	

INDICATEURS SECTORIELS						Données brutes	Variation mensuelle	Glissement annuel
Trafic aérien (Source : Aéroport Pôle Caraïbes)	Nombre de passagers (hors transit)		Janvier	2014	190 897	6,0 %	8,5 %	
Trafic maritime (Source : Port Autonome)	Trafic net de marchandises (tonnes) Nombre de passagers (entrées + sorties)		Cumul annuel		190 897	-	-	
Fréquentation des hôtels classés (Source : Insee)	Nombre de nuitées (en milliers)		Janvier	2014	265 195 116 927	4,5 % 40,6 %	-11,6 % 20,5 %	
Immatriculations (Source : Préfecture)	Immatriculations de véhicules neufs		Octobre	2013	62	87,9 %	17,0 %	
Consommation de ciment (Source : Ciments Antillais)	Ventes de ciment (tonnes)		Cumul annuel		858	-	0,7 %	
			Février	2014	1 050	-22,5 %	3,0 %	
			Cumul annuel		2 404	-	-1,7 %	
			Février	2014	16 841	-6,6 %	-6,7 %	
			Cumul annuel		34 874	-	-10,7 %	

ACTIVITÉS DE L'INSTITUT ET SUIVI DE PLACE

Publication : « Evolutions monétaires en Guyane »



Dans un contexte de reprise économique, l'activité bancaire du département s'inscrit en hausse à fin décembre, avec une progression du niveau de financement de l'économie (+1,6 % sur le trimestre, soit 41,8 M€), portant l'encours sain de crédit à 2 633,8 M€, ainsi qu'une reprise de la collecte d'épargne, avec des actifs financiers en hausse de 1,1 % sur les trois derniers mois (soit +18,0 M€) pour s'établir à 1 658,7 M€.

Au 31 décembre 2013, l'évolution monétaire et financière en Guyane se caractérise ainsi par :

- Une activité financière en légère hausse
- Une activité de financement bien orientée
- Une évolution contenue des actifs financiers

Publication : « Suivi des crédits aux entreprises en Guyane au 31 décembre 2013 »



L'encours total de crédits aux entreprises en Guyane est en hausse sur le trimestre (+3,1 %) et sur un an (+3,8 %), et s'établit à 1 570,6 M€. Avec 1 400,6 M€, l'encours de crédits mobilisés progresse également sur le trimestre (+2,7 %), et sur un an (+6,3 %). Les encours de crédits mobilisables, correspondant à la part non consommée mais disponible de lignes de crédits confirmés, augmentent de 6,7 % sur le trimestre, mais diminuent de 12,6 % sur un an.

Publication : « Performances des entreprises guyanaises sur la période 2002-2010 »



Entre 2002 et 2010, l'économie guyanaise a connu une croissance soutenue portée à la fois par le développement de secteurs clefs tels que le spatial et la construction et par l'évolution démographique. Cette croissance se traduit par une forte progression du tissu entrepreneurial portant la Guyane parmi les départements les plus dynamiques de France. Les deux crises auxquelles les entreprises guyanaises ont été confrontées ont ralenti leur activité. Elles ont toutefois mieux résisté à la crise sociale et financière de 2008-2009 qu'à celle des secteurs du spatial et de la construction en 2004-2005. Bien que les évolutions soient contrastées selon le secteur, les contraintes pesant sur les entreprises guyanaises restent fortes. Les besoins en financement destinés à l'investissement ou à la trésorerie sont élevés. Au-delà du financement bancaire, les entreprises guyanaises recourent, plus qu'ailleurs, à l'autofinancement. L'appartenance à un groupe pourrait également offrir une meilleure capacité de résistance aux entreprises guyanaises.

Toutes ces publications sont disponibles gratuitement sur le site de l'iedom : www.iedom.fr/Guyane

BRÈVES ÉCONOMIQUES ET FINANCIÈRES

Carburants

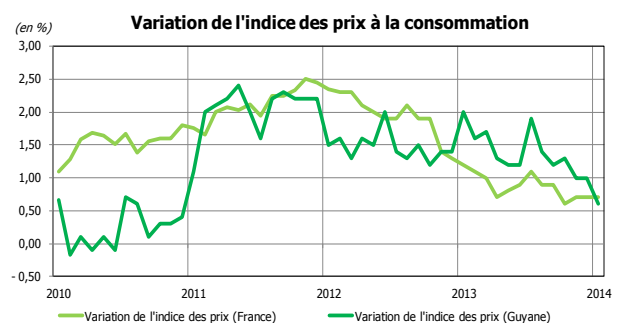
L'arrêté préfectoral fixe, à compter du 1^{er} mars 2014, le prix de la vente au détail des carburants à 1,65 € / litre pour l'essence (+1 centime) et 1,59 € / litre pour le gazole (+1 centime). Le prix de la bouteille de gaz est fixé à 23,00 €, contre 22,95 € en février, soit une augmentation de 5 centimes. L'entrée en vigueur des arrêtés de méthode réglementant les prix des produits pétroliers ainsi que le fonctionnement des marchés de gros pour la distribution de ces produits, a eu pour effet de limiter le taux de rémunération de la Sara à 9 % de ses capitaux propres et de permettre aux grossistes et aux détaillants de bénéficier d'une révision des marges de gros et de détail si des circonstances exceptionnelles l'exigent.

Prix à la consommation

En Janvier 2014, l'indice des prix à la consommation (IPC) est en légère baisse, de 0,1 % sur le mois. Cette baisse est liée à la diminution des prix des services (-0,6 %) et des produits manufacturés (-0,2 %), alors que les prix de l'alimentation, portés par la hausse des prix des produits frais, progressent de 0,3 %, le prix de l'énergie augmentant par ailleurs de 1,6 %. Sur un an, l'indice des prix progresse de 0,6 %, tiré principalement par les variations des prix sur les postes de l'alimentation (+2,5 %) et des services (+0,4 %). L'inflation est plus importante en Guyane comparée à celle constatée en Guadeloupe (-0,5 %) mais devient inférieure à celle constatée à la Martinique (+0,7 %), à la Réunion (+1,4 %), à Mayotte (+0,7 %) et pour la France entière (+0,7 %).

Exploitation aurifère

Le groupe Auplata a enregistré, entre le 1^{er} janvier et le 13 mars, une hausse de son cours de 138 % suite à l'augmentation de son capital à hauteur de



5 millions d'euros et à l'annonce de l'obtention d'une autorisation pour la construction d'une usine de traitement de concentrés aurifères utilisant le procédé de cyanuration. Cette unité pilote permettra de traiter jusqu'à 2 tonnes par jour de minerai concentré, soit une augmentation de 20 % de la production aurifère actuelle. Cette unité pilote sera ouverte aux autres exploitants miniers et devrait permettre à terme d'implanter des unités industrielles de plus grande envergure directement sur les sites miniers afin d'accroître la production d'or. Il est précisé que la production d'or d'Auplata s'élevait en 2013 à 594 kilos (+14 % par rapport à 2012) pour un chiffre d'affaires de 20,2 millions d'euros, avec un cours de l'or en recul de 18 % sur l'année. Par ailleurs, le ministre du Redressement productif, M. Arnaud Montebourg, a annoncé « la renaissance d'une Compagnie nationale des mines en France » qui investira 200 à 400 millions d'euros sur 5 à 7 ans afin de prospecter et d'exploiter le sous-sol français, notamment en Guyane, et à l'étranger (Afrique, Asie centrale, Amérique du Sud). Cette compagnie aura pour objectif de défendre les intérêts nationaux tout en garantissant le contrôle des approvisionnements en métaux précieux utilisés notamment dans les composants électroniques (batteries, fibres optiques).

Visite ministérielle

La ministre de la Justice, Mme Christiane Taubira était en déplacement en Guyane entre le 21 et 25 février. Rénovation du tribunal de grande instance, présentation de la circulaire de politique pénale, pêche illégale, zone de sécurité prioritaire (ZSP) étaient au programme durant les 4 jours de son déplacement. La Garde des Sceaux a annoncé la mise en place d'un plan d'action pour la rénovation du tribunal de grande instance qui se fera en trois phases, sous la responsabilité des chefs de Cour et de juridictions, et a confirmé que le TGI de Cayenne bénéficiera d'une enveloppe de 3,5 millions d'euros pour les travaux de réhabilitation qui dureront 30 mois.

ACTUALITÉS RÉGIONALES

Prévision de croissance

Selon le dernier rapport annuel de l'Organisation des Nations Unies sur la situation économique mondiale et ses perspectives (World Economic Situation and Prospects, WESP), le Guyana et Haïti devraient constituer les moteurs de la croissance économique des pays d'Amérique latine et de la Caraïbe pour l'année 2014. En 2013, la Guyana et Haïti ont connu une croissance économique, respectivement, de 4,6 % et de 3,5 %, et ont tous deux, pour l'année en cours, une perspective de croissance économique de 4,5 %. Le rapport estime que la croissance de l'Amérique latine et des Caraïbes devraient s'accroître pour atteindre 3,6 % et 4,1 % respectivement pour les années 2014 et 2015. cela étant dû à la mise en place de politiques macro-économiques saines et à une demande intérieure vigoureuse. Toutefois, le rapport WESP rappelle que la croissance économique de la région dépend de la croissance d'autres pays, ceux de la zone euro, des Etats-Unis et de la Chine, qui ont actuellement un rythme plus instable que durant les années antérieures.

Coopération Antillo-Caribéenne

Lors de la 19^e réunion ordinaire du Conseil des ministres de l'Association des Etats de la Caraïbe qui s'est tenue le 14 février 2014 à Port of Spain (Trinidad et Tobago), les départements de la Guadeloupe et de la Martinique ont été acceptés en tant que membre associé de plein droit de l'Association des Etats de la Caraïbe. Les deux départements pourront ainsi siéger et participer au développement des échanges régionaux aussi bien au niveau économique qu'au plan humain et culturel aux cotés des pays du bassin caraïbéen. C'est la première fois que des départements français de la Caraïbe, sont représentés dans une association.

SUIVI INDICATEURS CHIFFRÉS

Les variations mensuelles et annuelles sont corrigées des variations saisonnières et de l'effet jours ouvrés (CVS-CJO)

INDICATEURS MACROECONOMIQUES	Sur le mois		Indicateurs		Données brutes		Var. mensuelle CVS	Var. sur un an CVS	Sources
	↑	↓							
PRIX	↓		Prix à la consommation (indice base 100 en 1998, avec tabac)	Janv-14	127,4		-[0,2%]	[0,6 %]	Insee
	↑		Prix administré du litre d'essence	Mars-14	1,65		[0,6%]	-[7,8%]	Préfecture/Diecctc
MARCHE DU TRAVAIL INDICATEURS SOCIAUX	↑		Demandeurs d'emploi (DEFM A)	Janv-14	21 639		[2,1%]	[13,2%]	Pôle emploi
	↑		Nombre de bénéficiaires de l'allocation chômage	Déc-13	7 861		[-1,4%]	[-4,9%]	Pôle Emploi
	↑		Nombre de bénéficiaires du RSA (1)	Déc-13	17 125		[1,7%]	[11,3%]	Caf
	↑		Prestations nettes versées (1)	Déc-13	9,7 M€		[4,7%]	[1,1%]	Caf
				Cumul	106,6 M€			[8,9%]	
CONSOMMATION	↑		Importations de biens de consommation (BC) (3)	Déc-13	14,5 M€		2,1%	21,3%	Douanes
	↑		Ventes de véhicules neufs aux particuliers	Févr-14	300		0,8%	4,8%	Somafi
				Cumul	587			-2,2%	
INVESTISSEMENT	↓		Importations de biens d'équipement (BE) (3)	Déc-13	39,2 M€		-38,4%	-29,6%	Douanes
	↓		Ventes de véhicules utilitaires	Févr-14	59		-19,5%	-4,4%	Somafi
				Cumul	145			27,5%	
COMMERCE EXTERIEUR	↑		Exportations (3)	Déc-13	68,5 M€		249,1%	238,9%	Douanes
	↓		Importations (3)	Déc-13	109,0 M€		-37,1%	-40,2%	Douanes
				Cumul	1 588,9 M€			7,7%	

INDICATEURS SECTORIELS	Sur le mois		Indicateurs		Données brutes		Var. mensuelle CVS	Var. sur un an CVS	Sources
	↑	↓							
SPATIAL			Tirs effectués	Cumul à Févr-14	1 tir (1 Ariane 5)			1 tir à Févr-13	Arianespace
			Satellites lancés	Cumul à Févr-14	2 satellites			2 satellites	
BTP	↑		Ventes de ciment (hors filler, liant et big bag)	Févr-14	7 003 tonnes		7,4%	2,1%	Ciments guyanais
				Cumul	13 427 tonnes			-9,7%	
INDUSTRIE	↑		Exportations d'or en volume (3)	Déc-13	99 kilos		39,1%	-14,8%	Douanes
	↑		Exportations d'or en valeur (3)	Déc-13	1 348 kilos			-22,5%	Douanes
	↑		Cours de l'once d'or	Déc-13	2,8 M€		40,6%	-35,6%	Douanes
	↑		Grumes sorties de forêt	Févr-14	44,2 M€			-32,4%	Douanes
				Cumul	1 299,84 \$		[4,5%]	[-20,2%]	London Bullion Market Assoc./AFD
AGRICULTURE AGROALIMENTAIRE	↓		Exportations de crevettes (3)	Déc-13	19 tonnes		-26,7%	-43,3%	Douanes
	↑		Exportations de poissons (3)	Déc-13	184 tonnes		38,8%	74,6%	Douanes
			Exportations de riz (2) (3)	Déc-13	0 tonne		n.s	-100,0%	Douanes
				Cumul	0 tonne			-100,0%	
TOURISME	↓		Trafic de passagers (arrivées-départs-transits)	Déc-13	35 863		-4,5%	-2,3%	CCIRG
	↑		Nombre de nuitées	Oct-13	28 000		0,9%	-24,3%	Insee
				Cumul	437 599			2,1%	
				Cumul	273 000			-2,9%	

[Données non CVS]

(1) Mise en place du RSA début 2011, remplaçant le RMI. Données non CVS compte tenu du nombre trop faible d'observations.

(2) Trop grand nombre de points atypiques concernant le riz.

(3) Données provisoires ; les résultats du commerce extérieur sont issus des statistiques douanières provisoires qui sont révisables pendant 2 ans.

ACTUALITÉ DE L'INSTITUT ET SUIVI DE PLACE

Publications : parutions du quatrième trimestre 2013

Le tableau de bord CEROM et les publications Tendances conjoncturelles et Évolutions monétaires du quatrième trimestre 2013 sont téléchargeables gratuitement sur le site du [CEROM](#) et de l'[IEDOM](#).

Encours de crédits : stabilité de l'encours global en 2013

En 2013, l'encours sain des crédits accordés aux agents économiques martiniquais est globalement stable à 8,0 milliards d'euros (+0,2 %). Cette stabilité masque toutefois des évolutions contrastées selon les catégories d'agent. En effet, les encours des ménages et des collectivités locales sont orientés à la hausse alors que celui des entreprises est en repli. L'encours de créances douteuses brutes est, pour sa part, en léger repli (-1,1 %) et le taux de créances douteuses stable (6,9 %), quoique à un niveau représentant plus du double de celui de la Métropole.

Ménages : repli des crédits à la consommation en 2013, progression de l'épargne

En 2013, l'encours des crédits à la consommation des ménages est en recul de 2,7 %, à 0,9 milliard d'euros. Parallèlement, les avoirs des ménages auprès des établissements de crédit sont en hausse de 2,2 %, à 4,9 milliards d'euros. Ces évolutions traduisent une modification du comportement des ménages, qui, dans un contexte économique morose, semblent privilégier l'épargne à la consommation.

BRÈVES ÉCONOMIQUES ET FINANCIÈRES

Echanges extérieurs : baisse des importations en 2013

L'année 2013 est marquée par une contraction globale des échanges extérieurs de la Martinique. Les importations (2 641 millions d'euros) comme les exportations (384 millions d'euros) sont en recul respectif de 4,5 % et de 5,7 %. Abstraction faite des échanges de produits pétroliers, les importations s'élèvent à 1 885 millions d'euros (-1,5 %) et les exportations à 199 millions d'euros (+1,9 %).

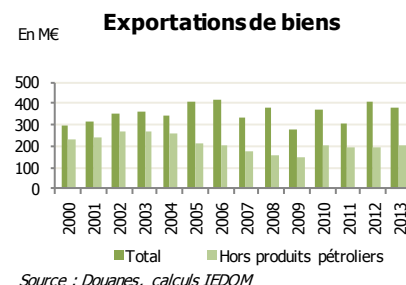
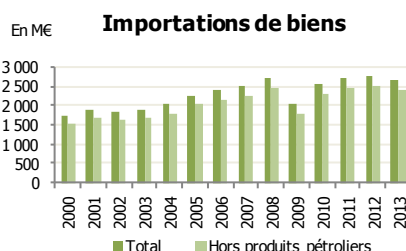
Le déficit de la balance commerciale martiniquaise est de 2 257 millions d'euros pour le champ des biens (1 686 millions d'euros hors produits pétroliers), en baisse de 4,3 % (-1,8 % hors produits pétroliers). Le taux de couverture des importations par les exportations de biens demeure à un niveau faible (14,5 % et 10,6 % hors produits pétroliers), en diminution de 1,2 point (+3,4 points hors produits pétroliers). En outre, en 2012, le taux d'ouverture de l'économie martiniquaise est faible (24,3 %), comparé aux autres pays et territoires de la Caraïbe (60 % en moyenne pour les biens et services entre 2007 et 2009 [d'après l'étude de l'IEDOM](#)).

Taux de couverture et d'ouverture, balance commerciale en 2013

	Biens et services (*)	Biens
Taux d'ouverture (*)	24,3%	19,0%
Taux de couverture	35,7%	14,5%
Balance commerciale	- 1 919 M €	- 2 257 M €

(*) données calculées à partir des comptes rapides 2012

Sources : INSEE, Douanes

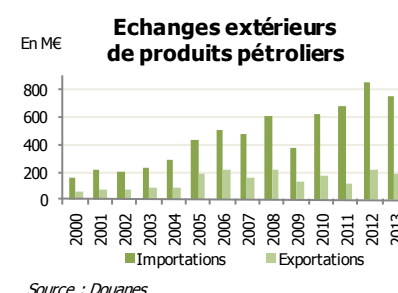
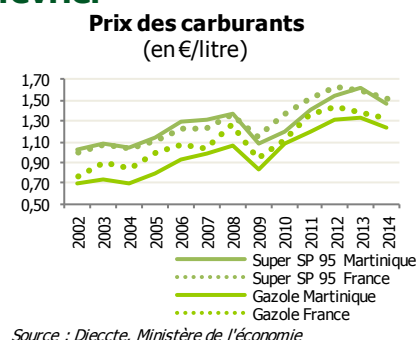


Produits pétroliers : signature des arrêtés de méthode en février

Les arrêtés ministériels de méthode réformant les modalités de fixation par l'Etat du prix des carburants dans les DROM ont été signés le 5 février. Ces arrêtés sont le fruit de négociation avec les compagnies pétrolières, les distributeurs et les gérants de stations services. Complétant les décrets du 31 décembre dernier, ces textes permettent la mise en œuvre de la réforme du prix des carburants.

Le prix maximum des carburants routiers a été révisé par arrêté préfectoral à compter du 1^{er} mars. Le prix au litre de l'essence revient à 1,47 €, niveau très proche du niveau hexagonal (+1 centime en mars) et celui du gazole à 1,23 €, niveau inférieur au niveau hexagonal depuis plusieurs années (prix stable par rapport au mois de février).

En 2013, les échanges extérieurs de produits pétroliers ont très sensiblement évolué, tant pour les importations que les exportations. En effet, la SARA, qui exploite des dépôts d'hydrocarbures en Guadeloupe et en Guyane, importe du pétrole brut en Martinique pour réexporter une partie de sa production raffinée vers les deux autres DFA. Or, en 2013, la SARA a réalisé un arrêt technique dit de « régénération » qui l'a conduite à interrompre le raffinage de pétrole brut et à importer de plus grandes quantités d'hydrocarbures raffinés. Ainsi, en 2013, les importations de produits pétroliers bruts sont en repli à 310 millions d'euros (-35,6 %) et les importations de produits pétroliers raffinés atteignent 447 millions d'euros (+20,2 %). Parallèlement, les exportations de produits pétroliers raffinés sont en recul à 180 millions d'euros (-13,1 %) et les exportations de produits pétroliers bruts représentent un volume modeste (5 millions d'euros).



Fréquentation touristique : embellie en 2013

À l'occasion des Assises du tourisme, qui se sont tenues le 18 février sous l'égide de l'État, le Comité Martiniquais du Tourisme (CMT) a diffusé les chiffres provisoires de fréquentation pour 2013. La Martinique aurait accueilli 656 874 touristes, soit 21 237 de plus qu'en 2012 (+3,3 %). L'essentiel de la progression serait imputable à la croisière (103 770 croisiéristes, +12,7 %), le nombre de touriste de séjour étant stable à 489 705 (+0,5 %). Pour mémoire, l'objectif du CMT est d'un million de touristes à l'horizon 2020, niveau déjà atteint à la fin des années 90.

Construction : hausse des permis accordés en 2013

En 2013, les permis accordés pour la construction de logements (3 867 autorisations) ainsi que les logements commencés (1 965) sont en hausse sensible (respectivement +29,3 % et +19,8 %). Toutefois, les logements achevés (2 664), correspondant aux attestations de conformité, sont en recul (-8,8 %).

ACTUALITÉS RÉGIONALES

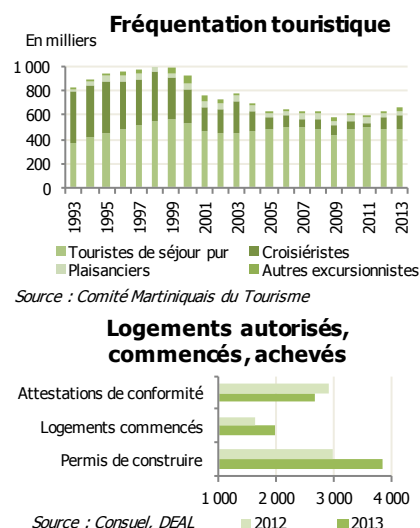
Coopération : Martinique et Guadeloupe, membres-associés de l'AEC

Lors de la 19^e réunion ordinaire de son Conseil des ministres, qui s'est tenue le 14 février à Trinidad, l'AEC (Association des Etats de la Caraïbe) a admis la Martinique et la Guadeloupe comme membres-associés. À cette occasion, la présidence de deux comités spéciaux leur a été confiée : celle du comité dédié au tourisme à la Martinique et celle du comité dédié à la réduction des risques de catastrophes à la Guadeloupe.

Tourisme : signature d'un accord entre l'AEC et l'OMT

Le 19 février, l'AEC (Association des Etats de la Caraïbe) et l'OMT (Organisation mondiale du tourisme) ont signé un accord destiné à améliorer leur collaboration dans le domaine du tourisme durable. Cette signature est intervenue en marge de la conférence « Tourisme, secteur-clé du développement des Etats insulaires », organisée à Nassau conjointement par l'OMT et le ministère du Tourisme des Bahamas.

PRINCIPAUX INDICATEURS



INDICATEURS DE RÉFÉRENCE

			Données brutes	Variation mensuelle	Glissement annuel
Prix (source : INSEE)	Indice des prix à la consommation (base 100 en 1998)	- janvier 2014	130,0	+0,0 %	+0,7 %
Chômage (source : DIECCTE)	Nombre de demandeurs d'emploi (DEFM A)	- janvier 2014	45 203	+1,4 %	+4,2 %
Allocations chômage (source : Pôle emploi)	Nombre d'allocataires de Pôle emploi	- décembre 2013	22 181	-0,5 %	+1,4 %
RSA (source : CAF)	Nombre de bénéficiaires payés	- décembre 2013	38 272	+0,5 %	-7,0 %
Commerce extérieur (source : Douanes)	Importations (millions d'euros)	- décembre 2013	244,0	+3,2 %	+2,1 %
	Hors produits pétroliers		164,4	+2,3 %	+3,6 %
	Exportations (millions d'euros)	- décembre 2013	32,6	+34,6 %	-28,6 %
	Hors produits pétroliers		11,3	-7,2 %	-9,6 %
Grande distribution (source : DIECCTE)	Taux de couverture mensuel		13,4 %		-18,2 pts
	Hors produits pétroliers		6,9 %		0,0 pt
Grande distribution (source : DIECCTE)	Ch. d'affaires des hypermarchés (millions d'euros)	- décembre 2013	74,2	+69,0 %	+6,2 %
		- cumul annuel	564,1		+2,5 %
Vulnérabilité des ménages (source : IEDOM)	Personnes physiques en interdiction bancaire	- février 2014	16 869	-0,8 %	-3,8 %
	Retraits de cartes bancaires	- février 2014	4 739	+1,1 %	-2,8 %

INDICATEURS SECTORIELS

			Données brutes	Variation mensuelle	Glissement annuel
Trafic aéroportuaire (source : CCIM)	Nombre de passagers (hors transit)	- décembre 2013	150 136	+31,0 %	+8,2 %
		- cumul annuel	1 619 868		+3,4 %
Trafic maritime (source : DD PAF)	Nombre de croisiéristes	- février 2014	38 857	-4,6 %	+42,4 %
		- cumul annuel	79 583		+44,0 %
Construction (source : Ciments Antillais)	Ventes de ciment (tonnes)	- janvier 2014	14 447	+14,0 %	-5,6 %
		- cumul annuel	14 447		+0,8 %
Immatriculations (source : AAA)	Véhicules particuliers neufs (VPN)	- janvier 2014	802	-63,6 %	-11,4 %
	Véhicules utilitaires neufs (VUN)	- janvier 2014	180	-26,2 %	+27,7 %
	Cumul annuel (VPN et VUN, hors bus, porteurs et tracteurs)		982		-6,1 %

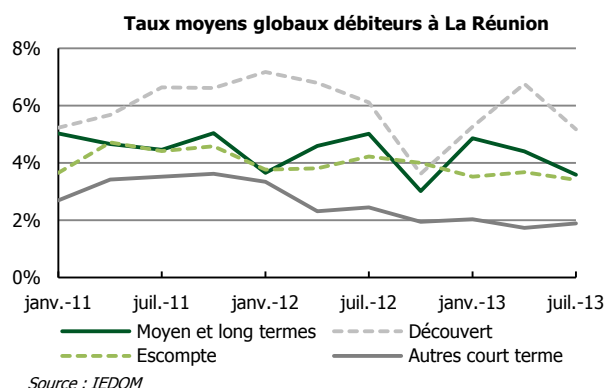
ACTIVITÉS DE L'INSTITUT ET SUIVI DE PLACE

Baisse des taux moyens des crédits octroyés aux entreprises en juillet 2013

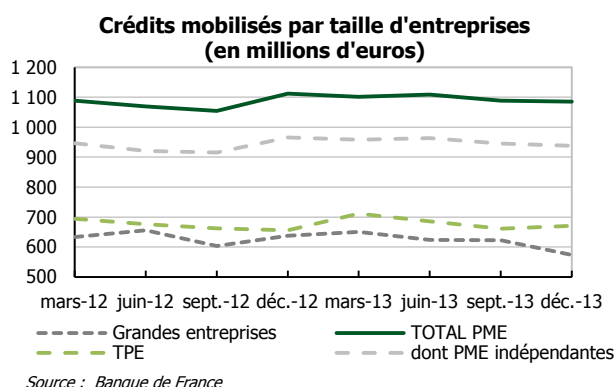
Les taux moyens des crédits octroyés aux entreprises réunionnaises en juillet 2013 sont en baisse sensible par rapport à ceux observés trois mois auparavant. On observe ainsi une diminution de 0,8 point pour les crédits à moyen et long termes, de 1,6 point pour les découverts et de 1,3 point pour l'escompte. Seul le taux moyen des autres crédits à court terme connaît sur la période une légère remontée (+ 0,16 point).

A une exception près (autres crédits à court terme), les taux observés à La Réunion sont supérieurs à ceux de la métropole et ce, quelques soient les tranches de montant. Une partie de cet écart s'explique cependant par des effets de structure. En raison de la composition de son tissu d'entreprises, les crédits octroyés à La Réunion concernent en effet majoritairement les tranches de montant les plus faibles, pour lesquelles les taux moyens sont les plus élevés. Cet effet de structure expliquerait près d'un quart de l'écart de 2,7 points entre les taux moyens pondérés globaux des découverts métropolitains et réunionnais, et plus de la moitié de l'écart de 1,5 point sur l'escompte. Rappelons, par ailleurs, que les banques de la place font face à des contraintes supplémentaires telles que : coûts d'exploitation plus élevés, sinistralité plus importante, ou encore coûts de refinancement supérieurs. Toutes ces contraintes expliquent également l'écart de taux avec la métropole.

L'Info Financière « Coût du crédit aux entreprises à La Réunion » est disponible sur le [site de l'IEDOM](#).



Hausse de l'encours total des crédits aux entreprises au 4^e trimestre 2013



A fin décembre 2013, l'encours total des crédits aux entreprises réunionnaises déclarés au Service Central des Risques (SCR) de la Banque de France atteint 9,1 milliards d'euros, en hausse de 2,5 % par rapport au trimestre précédent et de 3,9 % sur un an. Les crédits mobilisés, qui représentent 86 % du total, progressent de 2,1 %. La forte hausse des crédits à court terme (+ 9,3 %) est relativisée par celle plus contenue des crédits à moyen ou long terme (+ 1,2 %), plus importants en proportion.

L'encours des crédits destinés aux TPE augmente de 1,4 %, tandis qu'il reste orienté à la baisse pour les grandes entreprises (- 7,9 %) et, dans une moindre mesure, pour les holdings (- 0,2 %) et les PME (- 0,3 %).

Le secteur des activités immobilières contribue fortement à la hausse globale, avec une augmentation de 2,4 %. L'encours de crédit porté par le secteur des transports progresse à nouveau très fortement (+26,8 %, après +11,9 % au troisième trimestre).

Le « Suivi des crédits aux entreprises à La Réunion » est disponible sur le [site de l'IEDOM](#).

BRÈVES ÉCONOMIQUES

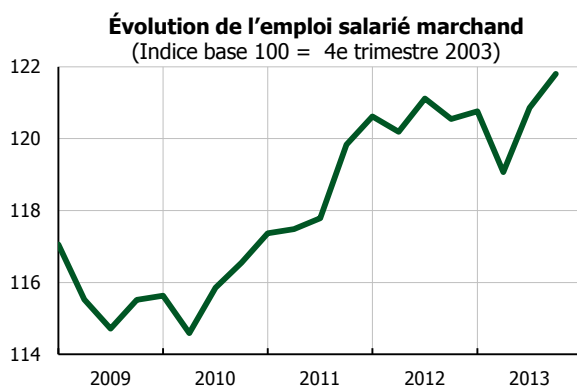
LES INDICATEURS DE RÉFÉRENCE

			Données brutes	Δ mois précédent	Glissement annuel
Prix (Insee)	Indice général des prix à la conso. - La Réunion	Février 2014	129,4	- 1,5 %	+ 0,9 %
	IPC France entière		127,6	+ 0,6 %	+ 0,9 %
Octroi de mer (Trésorerie générale)	Montant de l'octroi de mer (milliers d'euros)	Février 2014	22 404	+ 0,0 %	+ 5,3 %
	Cumul (milliers d'euros)		44 808	-	+ 0,7 %
Commerce extérieur (Douanes)	Importations (millions d'euros)	Janvier 2014	347,8	- 10,0 %	- 10,7 %
	Cumul (millions d'euros)	Cumul Janv.	347,8	-	- 10,7 %
	Exportations (millions d'euros)	Janvier 2014	17,4	-44,3 %	- 37,3 %
	Cumul (millions d'euros)	Cumul Janv.	17,4	-	- 37,3 %
Demandeurs d'emploi (DTEFP)	Demandeurs d'emploi de catégorie A (données CVS)	Janvier 2014	133 050	- 0,2 %	+ 0,7 %

LES SECTEURS D'ACTIVITÉ

			Données brutes	Δ mois précédent	Glissement annuel
Trafic aéroportuaire (CCIR / Syndicat mixte de Pierrefonds)	Nombre de passagers enregistrés aux aéroports de Roland-Garros et de Pierrefonds	Janvier 2014	207 836	- 0,6 %	- 4,1 %
	Cumul	cumul Janv.	207 836	-	- 4,1 %
Fréquentation des hôtels classés (Insee)	Nombre de nuitées	Décembre 2013	74 000	- 12,4 %	- 3,9 %
	Cumul	cumul Déc.	814 200	-	- 3,4 %
Construction (Douanes / CERBTP / Caisse des congés payés du BTP)	Cumul des importations de ciment/clinker (milliers d'euros)	Janvier 2014	154,0	-	-94,3 %
	Cumul des importations de ciment/clinker (milliers de tonnes)	Janvier 2014	1,7	-	- 96,7 %
	Effectifs salariés du BTP	Janvier 2014	14 761	- 4,0 %	- 1,5 %

Hausse de l'emploi marchand au 3^e trimestre 2013



Source : Bordereaux Urssaf - Traitement Insee Epure

Au troisième trimestre 2013, l'emploi salarié marchand à La Réunion progresse de 0,8 % par rapport au trimestre précédent. Les créations d'emplois se concentrent principalement dans le secteur des services et de l'industrie, dont les effectifs augmentent respectivement de 1,3 % et de 2,1 %. Tous les sous-secteurs des services créent des emplois, sauf l'information et la communication. Les créations dans l'industrie s'expliquent par la reprise de la campagne sucrière à cette époque de l'année.

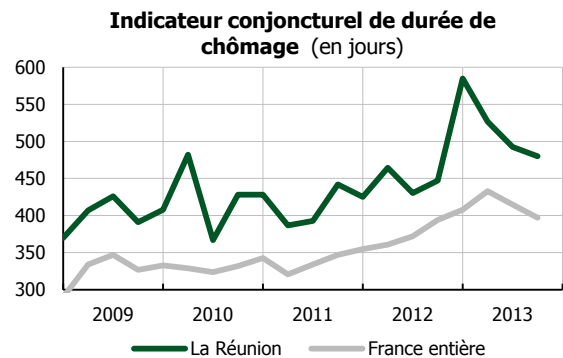
Sur un an, l'emploi marchand s'accroît de 1,1 %, porté par les services et l'industrie.

L'étude est disponible sur le [site de l'Insee](http://www.insee.fr).

Baisse de l'indicateur conjoncturel de durée de chômage au 3^e trimestre 2013

Au 3^e trimestre 2013, l'indicateur conjoncturel de durée de chômage¹ (ICDC) s'établit à 480 jours contre 397 au niveau national. Si la conjoncture économique du 3^e trimestre se maintenait, un demandeur d'emploi resterait en moyenne inscrit environ 16 mois consécutifs à Pôle emploi (13 mois en France entière). La Réunion est la région où le délai d'attente est le plus long avant de trouver un emploi.

L'ICDC baisse de 12 jours par rapport au deuxième trimestre 2013, soit une diminution inférieure à celle constatée en France entière (18 jours).



Source : Pôle emploi

Signature de l'accord annuel de modération des prix pour 2014

Jean-Luc Marx, préfet de la région Réunion, a présenté le 28 février 2014 la liste définitive des produits sélectionnés dans le cadre du « bouclier qualité prix » mis en place par la loi Lurel. Cette liste définitive comporte 110 produits retenus dans six catégories : alimentaire, hygiène corporelle, entretien ménager, produits pour les très jeunes enfants, petit équipement ménager et boissons. Par rapport à la liste précédente, six produits ont été retirés de la liste, tandis que huit produits font leur apparition. Il s'agit notamment de fruits et légumes, ainsi que de produits de la pêche. Le prix global maximum autorisé de cette liste, toutes taxes comprises, est fixé à 300 €. Tous les établissements du secteur du commerce de détail à dominante alimentaire d'une surface égale ou supérieure à 950 m² sont soumis aux dispositions du présent accord.

La liste des produits sélectionnés et le dossier de présentation sont disponibles sur le [site de la Préfecture](http://www.prefecture974.fr).

¹ L'indicateur conjoncturel de durée au chômage consiste à évaluer la durée moyenne de chômage d'une cohorte fictive de demandeurs d'emploi qui y sont entrés au cours d'un trimestre donné et qui connaîtraient durant leur période de chômage les mêmes conditions du marché du travail que celles du trimestre considéré.

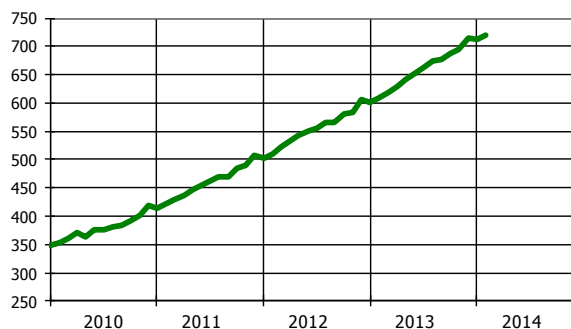
ACTIVITÉS DE L'INSTITUT ET SUIVI DE PLACE

Les émissions nettes

Le mois de février 2014 se caractérise par une augmentation des émissions nettes de billets de 7 millions d'euros après la diminution de 3 millions d'euros le mois précédent (+1,0 % contre -0,4 % en janvier 2013), pour s'établir à 718,6 millions d'euros. Cette hausse est plus prononcée en valeur avec une augmentation de 1,0 % des émissions nettes (contre -0,4 % le mois précédent). Le nombre de billets émis par l'agence IEDOM de Mayotte s'établit à 13,1 millions à fin février 2014 dont 73,1 % sont constitués par la coupure de 50 € (qui représente 66,3 % de la valeur globale de l'émission nette de billets). Dans la mesure où la croissance de l'émission nette a été plus marquée en valeur qu'en nombre, la valeur moyenne du « billet » circulant dans l'île s'est donc appréciée de 10 centimes s'établissant à 55,1 € au 28 février 2014.

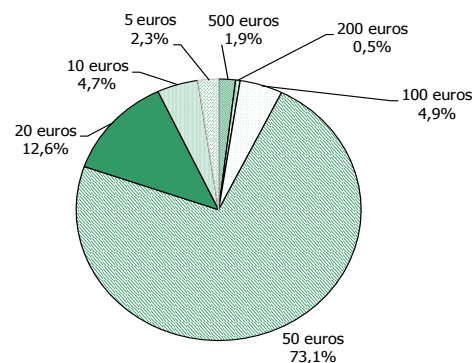
Emissions nettes cumulées de billets au 28 février 2014

En millions d'euros



Source : IEDOM

Répartition des billets en nombre au 28 février 2014



Source : IEDOM

BRÈVES ÉCONOMIQUES, FINANCIÈRES ET SOCIALES

Application du décret Lurel et négociation d'un nouveau Bouclier qualité-prix dans un contexte de croissance modérée des prix

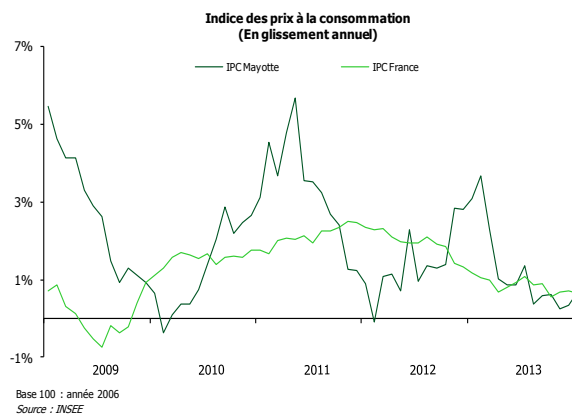
Le décret Lurel, qui régleme les prix des produits pétroliers et leur distribution, a porté ses premiers effets au mois de février à Mayotte grâce à la publication d'un arrêté fixant le prix maximum de vente des carburants. Ainsi, en février, le litre d'essence a été vendu à 1,48 euro (-6 centimes) et celui de gazole à 1,30 euro (-5 centimes). Comme le prévoit le décret, un nouvel arrêté sera pris chaque début de mois pour fixer les prix en tenant compte de différentes variables dont, entre autres, l'évolution des cours mondiaux, les coûts supportés par les entreprises pétrolières et l'évolution de leur marge commerciale.

Par ailleurs, la loi Lurel de régulation économique en Outre-mer permet chaque année au Préfet de renégocier le Bouclier qualité-prix (BQP) avec les représentants de la grande distribution. En 2013, un caddie de 76 produits a été défini dont le prix a été fixé à 190,71 euros au lieu de 211,9 euros, soit une baisse de 10 %. Au mois de février, le BQP a fait l'objet d'une renégociation qui a abouti à un nouvel accord : une liste de 87 produits a été établie dont le prix, initialement défini à 244 euros, a été diminué de 10 % à 220 euros. L'accord, qui ne s'applique qu'aux commerces dont la surface est supérieure ou égale à 200 m², concerne à Mayotte 25 établissements appartenant à 3 distributeurs.

L'application du décret Lurel et la renégociation du BQP interviennent au moment où l'INSEE publie l'évolution des prix en 2013 qui enregistrent une augmentation moyenne de 1,3 % (contre +1,4 % en 2012). Comme en 2012, cette hausse est essentiellement entretenue par les produits alimentaires (+1,8 % en glissement annuel) et les services (+1,2 %) tandis que les produits manufacturés en limitent l'importance (-1,5 %).

Au mois de janvier 2014, l'évolution des prix s'est inscrite dans la continuité de l'année 2013, avec une hausse de 0,7 % alimentée par l'augmentation des prix des services (+2,1 %), de l'énergie (+0,4 %) et des produits alimentaires (+0,2 %). Seuls les prix des produits manufacturés enregistrent une légère baisse de 0,3 %.

En glissement annuel, l'indice des prix à la consommation augmente également de 0,7 %. Les prix des services (+3,0 %) et des produits alimentaires (+1,1 %) s'inscrivent en hausse tandis que ceux des produits manufacturés (-1,8 %) et de l'énergie (0,9 %) diminuent.



Base 100 : année 2006
Source : INSEE

Visites des ministres chargés des affaires européennes et de la réussite éducative

Un mois et demi après l'accession du Département au statut européen de Région ultra-périphérique, le ministre chargé des affaires européennes, Monsieur Thierry REPENTIN, s'est rendu à Mayotte du 13 au 15 février. Cette visite lui a permis d'évoquer les perspectives (économiques, sociaux, etc.) potentielles engendrées par l'entrée de l'île dans l'Union européenne. Elle a également été

l'occasion pour les acteurs socio-économiques de Mayotte de présenter leurs projets et leurs attentes. Ainsi, la visite ministérielle s'est articulée autour de deux axes majeurs :

- entretiens et rencontres thématiques autour de l'octroi de mer, de l'application des normes européennes et des modalités de financement des projets par les fonds européens,
- déplacements du ministre sur le terrain afin d'évaluer les projets en cours ou à venir susceptibles de bénéficier d'un financement européen (projets portuaires, hôpital de petite-terre, etc.).

Le séjour s'est conclu par la visite du centre universitaire de Dombéni pour y rencontrer les étudiants et les acteurs de la formation professionnelle.

Quelques jours après le départ de Monsieur REPENTIN, la ministre déléguée chargée de la réussite éducative, Madame George PAULANGEVIN, a également effectué une visite à Mayotte les 17 et 18 février. Cette visite intervient dans un contexte où les problématiques liées à l'enfance, l'éducation et la formation de la jeunesse sont préoccupantes à Mayotte compte tenu des caractéristiques démographiques de l'île et des fragilités du système éducatif. Ainsi, les deux jours furent consacrés aux thèmes suivants :

- le suivi des enfants présentant des troubles du comportement,
- les mineurs isolés,
- le système éducatif et ses difficultés afférentes (les constructions scolaires, l'application des nouveaux rythmes scolaires, le nombre des enseignants et leur formation, la non-maîtrise de la langue française, la surpopulation éducative, la restauration scolaire, l'insuffisance de moyens matériels).

Après la visite de différents établissements éducatifs et un échange avec les élus et les acteurs du système éducatif, la ministre a établi un constat concernant les défis à relever dans le Département. Elle a, par ailleurs, préconisé que Mayotte soit pleinement engagée dans la réforme de l'éducation prioritaire dès la prochaine rentrée.

Publication des résultats détaillés du recensement et de l'enquête Information et vie quotidienne (IVQ)

Dans le courant du mois de février, l'INSEE a publié les résultats détaillés du recensement effectué à Mayotte au mois d'août 2012. Les résultats révèlent le rajeunissement de la population, dont l'âge médian est passé de 20 à 17,5 ans entre 2007 et 2012, renforçant la position de Mayotte comme département le plus jeune de France (l'âge médian est de 23 ans en Guyane et 39 ans en Métropole). En outre, la publication présente la nouvelle pyramide des âges de Mayotte, le niveau de qualification de la population, les conditions de logement, les statistiques sur l'immigration et l'émigration, l'emploi et le chômage ainsi que les conditions d'équipement des foyers.

D'autre part, les résultats de l'enquête IVQ, réalisée également en 2012 par l'INSEE, ont aussi été publiés en février. L'enquête livre des informations sur les parcours scolaires et la situation de l'illettrisme au sein de la population mahoraise. Ce sont ainsi quatre jeunes sur dix à Mayotte qui éprouvent de grandes difficultés à l'écrit, confirmant le manque de maîtrise de la langue française sur l'île.

Pour prendre connaissance des résultats détaillés présentés par ces deux enquêtes, consulter le site de l'[INSEE Mayotte](#).

PRINCIPAUX INDICATEURS ÉCONOMIQUES

LES INDICATEURS DE RÉFÉRENCE			Données brutes	Variation sur 1 mois	Variation sur 12 mois	
Prix (source : INSEE)	Indice général des prix à la consommation base 100 en déc. 2006	janv.-14	118,2	0,7%	0,7%	
Chômage (source : Pôle Emploi)	Nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A	déc.-13	6 531	-24,1%	-23,9%	
Commerce extérieur (Source : Douanes)	Importations (en milliers d'euros)	mensuelles	sept.-13	56 518	118,7%	151,6%
	(hors hydrocarbures)	cumulées	sept.-13	277 943	25,5%	19,6%
	Exportations (en milliers d'euros)	mensuelles	sept.-13	225	-23,2%	-63,4%
		cumulées	sept.-13	4 527	5,2%	-24,0%
	Taux de couverture	mensuel	sept.-13	0,40%	-0,73 pt	-2,33 pt
		cumulé	sept.-13	1,63%	-0,31 pt	-0,94 pt

LES SECTEURS D'ACTIVITÉ :			Données brutes	Variation sur 1 mois	Variation sur 12 mois	
Trafic aéroportuaire (Source : Aéroport de Mayotte)	Mouvements d'appareils ⁽¹⁾	mensuels	févr.-14	308	-35,7%	0,3%
		cumulés	févr.-14	787	-	-1,4%
	Nombre de passagers (arrivées+départs)	mensuels	févr.-14	15 419	-38,6%	14,4%
		cumulés	févr.-14	40 519	-	6,3%
	Fret et envois postaux (en tonnes)	mensuels	févr.-14	27,1	20,2%	26,8%
	(départs)	cumulés	févr.-14	49,6	-	2,9%
BTP (Source : Douanes)	Importations de ciment ⁽²⁾ (en tonnes)	mensuelles	sept.-13	9 691	118,3%	17,0%
		cumulées	sept.-13	59 155	-	-2,8%
Electricité (Source : EDM)	Nombre d'abonnés (cumul)		déc.-13	39 773	0,1%	0,7%
	Consommation ⁽³⁾ (en Mwh)	cumulée	déc.-13	260 468	-	6,0%
Hydrocarbures (Source : TOTAL)	Consommation (en milliers de litres)	mensuelle	déc.-13	9 832	1,5%	2,4%
		cumulée	déc.-13	115 727	-	3,1%
Automobile (Source : Préfecture)	Immatriculations de véhicules neufs	mensuelles	déc.-13	218,0	26,0%	32,9%
		cumulées	déc.-13	2 365	-	6,7%
	Immatriculations de véhicules d'occasion	mensuels	déc.-13	712	16,3%	27,4%
		cumulées	déc.-13	8 825	-	5,9%
Poissons d'élevage (Source : Douanes)	Exportations :					
	- en tonnes	mensuelles	sept.-13	0,0	-100,0%	-100,0%
		cumulées	sept.-13	62,8	-	35,3%
	- en milliers euros	mensuelles	sept.-13	0,0	-100,0%	-100,0%
	cumulées	sept.-13	484,1	-	45,4%	

(1) : Toute entrée ou sortie de navire ou d'avion représente un mouvement

(2) : Ciment au sens produits minéraux et produits des industries chimiques dans le Code des douanes

(3) : Données consolidées à pas trimestriel depuis fin 2011. Les informations mensuelles ne sont plus disponibles.

Taux directeurs de la Banque centrale européenne

	taux	date d'effet
Taux d'intérêt appliqué aux opérations principales de refinancement de l'Eurosystème	0,25%	13/11/2013
Taux de la facilité de prêt marginal	0,75%	13/11/2013
Taux de la facilité de dépôt	0,00%	08/05/2013

Taux d'intérêt légal				Taux de l'épargne réglementée (depuis le 01/08/13)				
ANNEE	2014	0,04%	JO du 06/02/14	Livret A et bleu	LDD	LEP	PEL*	CEL*
ANNEE	2013	0,04%	JO du 01/03/13	1,25%	1,25%	1,75%	2,50%	0,75%

* hors prime d'Etat

Taux moyen monétaire mensuel (Tempé moyen mensuel)				TIBEUR (Février 2014)				
Novembre	Décembre	Janvier	Février	1 mois	3 mois	6 mois	1 an	
0,1057%	0,1694%	0,2051%	0,1601%	0,2250%	0,2890%	0,3870%	0,5500%	

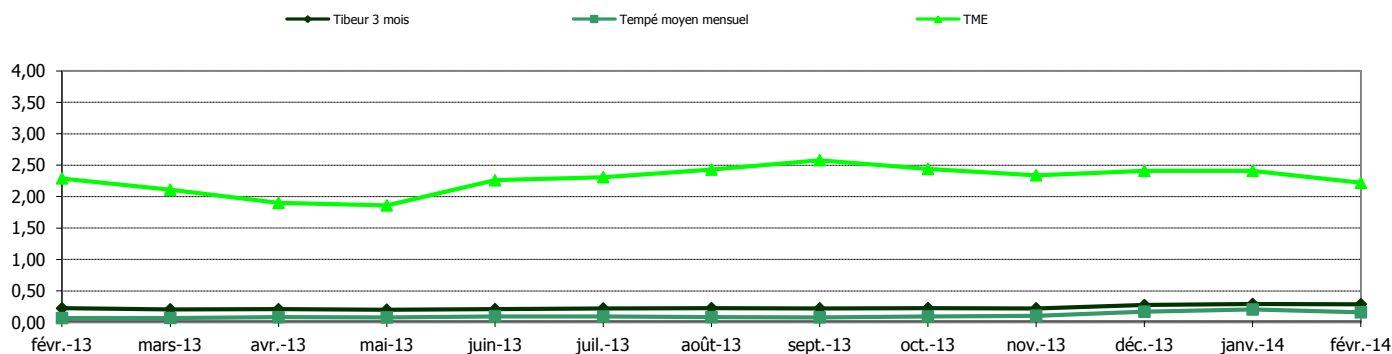
Taux moyen mensuel des emprunts d'Etat à long terme (TME)				Taux moyen mensuel des obligations d'Etat (TMO)			
Novembre	Décembre	Janvier	Février	Novembre	Décembre	Janvier	Février
2,34%	2,41%	2,41%	2,22%	2,54%	2,61%	2,61%	2,42%

Taux de l'usure (seuils applicables au 1er janvier 2014)

Crédits aux particuliers		Seuils de l'usure	Prêts aux personnes morales n'ayant pas d'activité industrielles, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale		Seuils de l'usure
Prêts immobiliers					
Prêts à taux fixe		5,04%	Prêts consentis en vue d'achats ou de ventes à tempérament		7,96%
Prêts à taux variable		4,51%	Prêts d'une durée supérieure à deux ans, à taux variable		3,76%
Prêts-relais		5,23%	Prêts d'une durée supérieure à deux ans, à taux fixe		4,83%
Autres prêts					
Prêts d'un montant inférieur à 3 000 euros		20,23%	Découverts en compte (1)		13,31%
Prêts d'un montant compris entre 3 000 euros et 6 000 euros		15,12%	Autres prêts d'une durée initiale inférieure ou égale à deux ans		4,36%
Prêts d'un montant supérieur à 6 000 euros		10,35%	Prêts aux personnes physiques agissant pour leurs besoins professionnels et aux personnes morales ayant une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale		Seuils de l'usure
			Découverts en compte (1)		13,31%

(1) Ces taux ne comprennent pas les éventuelles commissions sur le plus fort découvert du mois

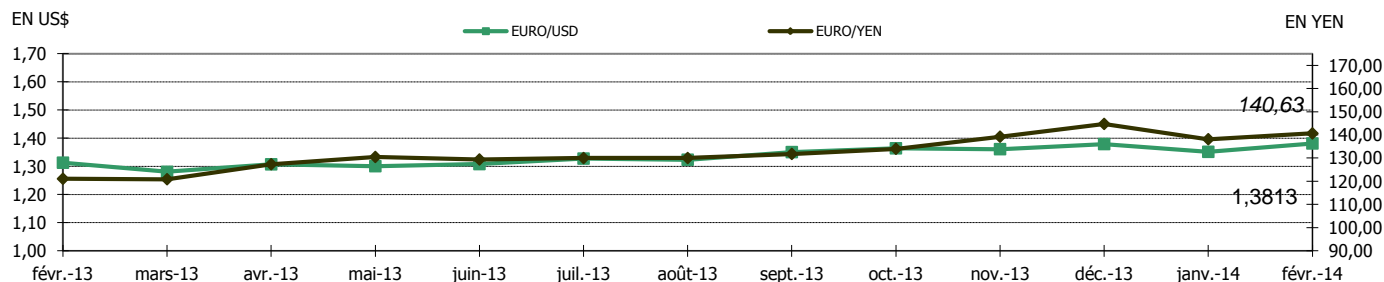
Taux des marchés monétaires et obligataires



Taux de change (dernier cours fin de mois)

EURO/USD (Etats-Unis)	1,3813	EURO/ZAR (Afrique du sud)	14,7584	EURO/SRD (Surinam)	4,5545
EURO/JPY (Japon)	140,6300	EURO/BWP (Botswana)	12,1922	EURO/ANG (Ant. Néerl.)	2,4705
EURO/CAD (Canada)	1,5357	EURO/SCR (Seychelles)	16,6470	EURO/DOP (Rép. Dom.)	59,6004
EURO/GBP (Grande-Bretagne)	0,8263	EURO/MUR (Maurice)	41,0718	EURO/BBB (La Barbade)	2,7603
EURO/SGD (Singapour)	1,7487	EURO/BRL (Brésil)	3,2120	EURO/TTD (Trinité et Tobago)	8,8557
EURO/HKD (Hong-Kong)	10,7172	EURO/VEF (Vénézuéla)	8,684	EURO/XPF (COM Pacifique)	119,33170
EURO/MGA (Madagascar)	3231,6234	EURO/XCD (Dominique)	3,7264	EURO/FC (Comores)	491,96775

Evolution de l'euro sur 12 mois (dernier cours fin de mois)



Taux de conversion irrévocables pour les 17 pays de la zone euro

1 EURO =	40,3399 BEF	6,55957 FRF	40,3399 LUF	200,482 PTE	15,6466 EEK
	1,95583 DEM	0,787564 IEP	2,20371 NLG	5,94573 FIM	
	166,386 ESP	1936,27 ITL	13,7603 ATS	340,750 GRD	
	239,640 SIT	0,585274 CYP	0,429300 MTL	30,1260 SKK	

Directeur et responsable de la publication : N. de SEZE

Editeur et Imprimeur : IEDOM - 164, rue de Rivoli - 75001 Paris

Achevé d'imprimer le 25 mars 2014 - Dépôt légal : mars 2014 - ISSN 1284-4438